

Groupe Langues vivantes

Plan :

1. L'enseignement des langues vivantes, la laïcité et les valeurs de la République
2. Comment l'enseignement de langues vivantes participe en soi à l'éducation à la citoyenneté ?
 - 2.1. Dans ses contenus
 - 2.2. À travers ses démarches

1. L'enseignement des langues vivantes, la laïcité et les valeurs de la République

En ces temps troublés où il est demandé à l'École de contribuer légitimement à conforter la laïcité et à transmettre les valeurs de notre modèle républicain, l'enseignement des langues vivantes, tel qu'il existe dans notre système éducatif, a un rôle spécifique à jouer. Pourtant, dès que la communauté nationale se sent menacée dans son unité, il devient suspect. Resurgit l'idée qu'il pourrait être un obstacle à la cohésion nationale. Il n'est qu'à voir les questions parlementaires récurrentes depuis le mois de janvier et largement relayées dans les médias sur les ELCO (Enseignement des langues et cultures d'origine) ou dans une moindre mesure, la tenue à l'écart des langues vivantes dans les réflexions académiques sur les valeurs de la République, ressentie unanimement par les inspecteurs pédagogiques régionaux.

Cette mise à l'écart s'explique sans doute parce que, comme il y a presque exactement cent ans, c'est la laïcité et la maîtrise du français qui sont exaltées concomitamment comme les deux piliers scolaires de notre modèle républicain. Au début du 20^{ème} siècle, au même moment où était votée la loi de 1905 instituant la laïcité comme principe républicain qui sépare les Églises et l'État, l'École tentait d'éradiquer l'usage des langues régionales au profit d'un usage exclusif du français. Aujourd'hui, se retrouvent imbriquées de la même façon la volonté de contenir la religion dans la sphère privée et celle de privilégier l'apprentissage du français sur celui des langues d'origine. Là s'arrête le parallélisme bien entendu, car il y aurait bien des nuances à apporter sur la similitude des situations, sur le statut des langues en question et sur le traitement proposé aux religions en question. Mais dans un cas comme dans l'autre, l'enseignement des langues vivantes étrangères ou régionales semble à certains une menace pour la cohésion nationale.

Ce préjugé trouve son fondement dans la naissance même de la République. Dans le *Rapport du comité de Salut Public sur les idiomes* de Bertrand Barère de Vieuzac (cf. annexe 1), l'enseignement du français à l'exclusion de toute autre langue (régionale comme étrangère) est justifié par une exaltation de la langue des Droits de l'Homme et des lois de la République contre les langues sur lesquelles l'Église s'appuie pour exercer son pouvoir. Maîtrise du français et laïcité sont ainsi intimement liées : « *Vous avez ôté à ces fanatiques égarés les saints par le calendrier de la République ; ôtez-leur l'empire des prêtres par l'enseignement de la langue française.* » Le dernier paragraphe du rapport résume l'objectif du Comité de Salut Public : « *Pour nous, nous devons à nos concitoyens, nous devons à l'affermissement de la République de faire parler sur tout son territoire la langue dans laquelle est écrite la Déclaration des droits de l'Homme* ». Sans ambiguïté, Bertrand Barère fait de l'usage exclusif de la langue française un outil politique : « *Nous avons révolutionné le gouvernement, les lois, les usages, les langues, les mœurs, les costumes, le commerce et la pensée même ; révolutionnons donc aussi la langue, qui est leur instrument journalier* ». Quand le français est par excellence la langue des Droits de l'homme et donc des principes fondamentaux de la République, par effet de contraste, les autres langues sont au service de l'obscurantisme et du fanatisme : « *le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle l'italien, et le fanatisme parle basque.* » Le même discours est tenu aujourd'hui sur les ELCO, les mêmes reproches leur sont adressés, le même sentiment qu'ils mettent la République en danger est éprouvé par ceux qui ne se reconnaîtraient pourtant sans doute pas dans la filiation du Comité de Salut Public.

Ce détour par l'histoire de notre République vient exposer les racines d'un discours opposé à la pluralité des langues – d'origine ou non – et qui voit dans l'enseignement de celles-ci, un risque de déstabilisation du régime, discours conquérant au moment de sa naissance, défensif aujourd'hui, discours de repli sur soi et de crainte de l'autre (le fameux « ennemi de l'intérieur ») qui s'inverse en accusant l'enseignement de langues vivantes de repli identitaire, de communautarisme et de multiculturalisme, discours d'une République autoritaire plus que démocratique. Or, l'éducation nationale, à l'inverse peut-être de l'Instruction Publique dans un contexte certes très différent, peut se prévaloir de ne pas avoir cédé à cette crainte, d'avoir au contraire proposé un enseignement plurilingue aux élèves et surtout d'avoir refusé d'entrer dans la confrontation français / langues vivantes qui n'a pas lieu d'être.

On peut trouver dans les programmes ce qui aujourd'hui alimente à tort ces craintes de communautarisme, de repli identitaire et de multiculturalisme. L'enseignement des langues vivantes repose en effet sur les deux concepts de l'altérité et de la diversité culturelle (cf. annexe 2 tableau 1 : altérité et diversité dans les programmes scolaires) qui eux-mêmes, en induisant la notion de « décentrement », semblent inciter au relativisme et donc à la remise en question des principes de la République et des valeurs de notre pays. Mais il convient de noter au contraire que les programmes, quels qu'ils soient, et d'autant plus qu'ils ont été récemment rédigés (cf. les préambules du palier 2 du collège et du programme de seconde dans le tableau 2), mettent l'accent sur ce que le décentrement a pour objectif en réalité une meilleure connaissance de soi-même. L'enseignement des langues vivantes est en effet indissociable de trois objectifs tout aussi explicites dans les programmes (cf. tableau 2) qui sont d'améliorer la maîtrise du français, de prendre conscience de sa propre identité, éventuellement multiple, et de favoriser la tolérance, la lutte contre les stéréotypes et les préjugés, le « vivre-ensemble » en quelque sorte. L'aspect particulier de chacune des civilisations portées par les langues étudiées est perçu dans ce qu'il est un tremplin vers ce qui est universel, vers ce que nous partageons au-delà de ce qui nous sépare. La preuve en est dans nos programmes interlangues qui indiquent s'il en était besoin que l'enseignement d'une langue, s'il doit être profondément ancré dans la spécificité de la civilisation étudiée, ne conduit en aucune manière à une dérive de type communautariste qui mettrait l'accent sur ce qui sépare ces civilisations mais bien au contraire, sur ce qui les rapproche. De même que l'enseignement de langues vivantes, loin d'être incompatible, voire contradictoire avec la maîtrise du français, sert celle-ci par la comparaison de deux systèmes et l'éclairage de l'un par l'autre. Cette convergence, on l'a dit souvent, mériterait d'ailleurs d'être plus explicite et mieux évaluée par le corps enseignant.

C'est ainsi qu'au lieu d'être dénoncé ou craint, l'enseignement de langues vivantes – d'origine ou non –, dans notre système éducatif doit être pris pour ce qu'il est, sans préjugés et sans *a priori*, c'est-à-dire comme un soutien à la maîtrise du langage quel qu'il soit et une ouverture à l'autre qui permet d'approfondir sa propre identité à travers la comparaison. En effet, l'apprentissage d'une langue vivante, étrangère ou régionale, présuppose la reconnaissance de l'identité de l'autre, de sa liberté de conscience, de conviction, de croyances et de modes de vie. Il conduit au respect de tous en pointant la similitude humaine au-delà des différences de chacun et construit le sentiment d'appartenance à la communauté nationale en démontrant la spécificité de notre culture, en indiquant en quoi elle se nourrit ou se distingue de celle des autres. Et ce parce qu'il met en regard, à travers la découverte de langues inconnues, des modes de vie et d'organisation sociale, des systèmes politiques, des modèles de citoyenneté différents. Il ne se contente pas d'apporter la connaissance de nos propres principes fondamentaux mais contribue à leur meilleure compréhension et à leur appropriation par le biais de la confrontation avec d'autres.

Reste que parmi les principes républicains, réside aussi celui de laïcité et que dans le faux procès fait à l'enseignement de langues vivantes, est souvent mis en cause le respect de celle-ci sous prétexte que ce concept est essentiellement, et sous sa forme la plus aboutie, français. Or, si le respect de la laïcité à l'école n'est pas autre chose que le respect de la liberté de croyance de chaque élève conditionné à l'obligation de neutralité dans ses propos, dans ses écrits, voire dans ses pratiques scolaires, l'enseignement de langues vivantes n'est pas plus naturellement enclin à l'enfreindre que toute autre discipline d'enseignement. Si certains enseignants – peu ou mal formés – profitent de la classe pour faire du prosélytisme religieux, ils sont condamnables au regard de la loi, qu'ils soient enseignants de langues ou de toute autre discipline. Pour autant, la laïcité ne doit pas être comprise comme une évacuation absolue du fait religieux de la sphère scolaire, car alors seulement, l'enseignement de langues vivantes comme bien d'autres disciplines – lettres, arts, histoire-géographie –, se trouverait en porte-à-faux. En effet, bien des documents textuels ou iconographiques font mention pour les premiers, ou sont le reflet pour les seconds, d'un ancrage religieux qu'il ne convient pas d'occulter si l'on veut justement en comprendre finement le sens et ne pas donner prise à des stéréotypes voire à des contresens nuisibles. Et cela tout d'abord, parce que le fond culturel, et souvent même linguistique, de bien des civilisations étrangères étudiées en classe repose sur un substrat biblique, et ensuite, parce que celles-ci ne donnent pas la même définition de la laïcité ; c'est d'ailleurs dans cette différence que s'enracine l'accusation portée aux langues vivantes par ceux qui revendiquent la définition française comme universelle. De cette différence expliquée aux élèves naît la crainte de la remise en cause généralisée de la laïcité. Or, c'est avant tout la mise en œuvre de la laïcité qui peut différer d'une civilisation à l'autre et non le concept de séparation des Églises et de l'État, une caractéristique commune à bien des systèmes politiques des civilisations étudiées, éventuellement sous des formes un peu différentes.

On ne peut nier pour autant que les fondements de notre laïcité sont spécifiques à notre République et trouvent leur ancrage dans l'histoire particulière de la France. Il suffit de prendre l'exemple des sociétés anglo-saxonnes pour lesquelles la laïcité – qui n'a pas de traduction si ce n'est celle de *secularism* dont l'étymologie ne déclare que la séparation de l'Église et de l'État – est avant tout une protection de la liberté religieuse de tous les citoyens. Jean Bauberot²⁶, comparant ainsi laïcité à la française et *secularism* à l'américaine, ancre la différence sur deux points, un premier historique et un second institutionnel, l'un dérivant de l'autre. Pour lui, la société américaine se serait construite sur le mythe du *Mayflower*, donc avec l'arrivée d'immigrants venant chercher sur le continent américain la liberté de culte et a traduit cela institutionnellement dans une démocratie placée sous la protection divine (d'un Dieu reconnaissable par toutes les religions qui, pour les Pères Fondateurs, seraient nécessairement amenées à se retrouver sur le continent américain). La République française se serait construite, elle, sur l'héritage de la révolution française pour donner lieu à un État libéré de la religion. La société américaine serait saturée de références religieuses et tirerait de la multiplicité d'églises protestantes une grande tolérance pour la liberté de culte quand la république française multiplierait les signes d'émancipation religieuse par rapport à une église catholique puissamment hiérarchisée. En d'autres termes, en France on tient l'église à l'écart de l'État quant aux États-Unis, on tient l'État fédéral à l'écart des églises. Dire cela, l'expliquer ne doit pas faire redouter pour autant une forme de relativisme qui ne vaut que pour l'individu mais doit conduire au contraire à une forme de perspectivisme formateur qui permet de mieux comprendre ce qui fait notre identité, notre ciment national et ce qui dans notre histoire, explique ce que nous sommes aujourd'hui : « *je donne à mon ame tantost un visage, tantost un autre, selon le costé où je la couche. Si je parle diversement de moy, c'est que je me regarde diversement* »²⁷.

²⁶ Jean Bauberot, *Church and state in France and the United States*, traduit par Jean Berlinerblau, <http://www.faithstreet.com/onfaith/2013/02/21/church-and-state-in-france-and-the-united-states/11415>

²⁷ Michel de Montaigne, Les Essais, livre I, *De l'inconstance de nos actions*, ed. P.Villey, Paris, PUF, 1924, p.335.

C'est pourquoi il faut se méfier d'une forme d'autocensure des enseignants qui se refuseraient aujourd'hui à utiliser certains documents sous prétexte qu'ils battraient en brèche une idée radicale de la laïcité comprise comme l'exclusion du fait religieux de la sphère scolaire alors qu'au contraire, leur exploitation avec les élèves permettrait de réaffirmer la spécificité de la laïcité dans le contexte français dans lequel ils vivent. Il ne s'agit pas d'attendre de nos enseignants qu'ils soient des spécialistes des religions mais ils ne doivent pas craindre de repérer et d'expliquer la présence du fait religieux dans la culture qu'ils transmettent – et qui ne l'évacue pas forcément avec la même intensité – et plus encore dans la langue qu'ils enseignent. L'enseignement de l'hébreu comme de l'arabe dans notre système public d'éducation montre aujourd'hui combien des langues qui portent en elles-mêmes la trace d'une forte imprégnation religieuse, la marque des textes sacrés jusque dans leur lexique quotidien, peuvent être enseignées en mettant à distance les mots, leur origine et leur signification actuelle. Il n'est pas plus imaginable d'enseigner l'anglais sans évoquer les églises protestantes et le serment des présidents américains sur la bible, l'allemand sans Luther et la Réforme, l'espagnol ou le portugais sans les Rois Catholiques et la cohabitation des trois religions, l'italien sans la papauté, le russe ou le grec sans l'orthodoxie. Et ce, non seulement parce que ce sont des faits de civilisation mais surtout parce qu'ils ont laissé des traces dans la langue elle-même. L'allemand est ainsi né de la traduction de la bible. Craindre d'enfreindre un quelconque dogme laïc à la simple évocation d'une religion conduirait dans nombre de cas à dénaturer la langue comme la culture enseignée. Comme le soulignait le même Jean Baubérot : « *notre pays ne doit pas céder à la tentation de la religion laïque* »²⁸.

2. Comment l'enseignement de langues vivantes participe en soi à l'éducation à la citoyenneté ?

2.1. Dans ses contenus

Une fois levée – espère-t-on – la suspicion sur la menace que l'enseignement des langues vivantes pourrait faire peser sur les valeurs de la République et la laïcité en explicitant les ressorts, il convient d'identifier comment il contribue à l'éducation à la citoyenneté et met les principes de la République en pratique sans se contenter de les déclarer.

Comme l'exemple de la laïcité vient de le souligner, l'enseignement des langues vivantes invite à la comparaison, à la mise en perspective de points de vue différents sur une réalité que les adolescents perçoivent souvent comme trop monolithique et participent ainsi à la reconnaissance du pluralisme et à la lutte contre les stéréotypes.

Tout d'abord, les programmes construits sur les mêmes thématiques pour toutes les langues vivantes permettent de conduire les élèves à envisager une même thématique sous des angles et dans des contextes différents, pour peu que les enseignants ne perdent pas de vue l'ancrage fort dans l'aire linguistique qui est la leur. En effet, tous les élèves de séries générales, technologiques et professionnelles (pour les filières tertiaires) apprenant aujourd'hui simultanément deux langues au moins, peuvent ainsi être amenés à rencontrer la même thématique dans deux aires linguistiques et géographiques et à en percevoir les enjeux pour chacune d'entre elles. Cette double perspective a un double effet. Elle peut mettre en lumière des invariants qui s'imposent au-delà des contextes particuliers – la thématique du cycle terminal « Mythes et Héros » permet ainsi souvent de définir les caractéristiques récurrentes du mythe quelle que soit la civilisation évoquée –. Elle peut au contraire,

²⁸ Jean Baubérot, *Morale et religion laïque* in Le Monde du 31 janvier 2015.

révéler l'importance du point de vue et du contexte dans la perception d'une réalité – l'exemple de la notion de frontière souvent choisie par les enseignants dans le cadre de la thématique « Espaces et Échanges » du même cycle terminal diffère selon qu'elle prend la forme du mur de Berlin, de la conquête de l'Ouest américain ou de l'île de Lampedusa –. Dans tous les cas, la mise en regard ne peut qu'éveiller l'esprit critique, combattre préjugés et stéréotypes et éviter ainsi les discriminations. La différence n'est pas seulement prônée comme un droit mais expérimentée comme un fait. Elle l'est même au sein d'une même langue parlée dans des aires linguistiques très larges ; l'anglais n'est pas seulement la langue de la *City*, c'est aussi celle de l'Australie, de l'Afrique du sud ou des États-Unis et elle porte en elle-même des variations internes, reflet de cultures éloignées, qui mettent à bas une vision schématique ou systématique de l'autre. Le même constat peut être fait pour l'arabe dont la multiplicité des formes linguistiques ne peut que conduire l'élève à sortir d'une vision globalisante et parfois stigmatisante.

Par ailleurs, si les programmes sont semblables pour toutes les langues et permettent par la mise en regard d'expérimenter le pluralisme de points de vue, objectif explicite de l'enseignement moral et civique récemment redéfini, ils montrent également dans l'ensemble de leurs thématiques, une préoccupation pour la formation générale de l'élève et l'éducation du citoyen (cf. tableau 3 en annexe). L'évocation de ces contenus laisse clairement apparaître qu'ils sont à même de servir, au-delà de l'apprentissage de la langue et de la culture étrangère qui reste et doit rester son objectif premier, à une forme d'enseignement civique et de participer à la formation du futur citoyen. On nous rétorquera avec raison qu'à ce niveau de généralités, on peut tout faire dire à des titres et que tout peut être vu dans tout. Il suffirait de prendre quelques exemples néanmoins pour emporter la conviction. On l'a montré avec l'exemple de la frontière mais « l'idée de progrès » qui permet d'évoquer les nouvelles formes de décryptages de l'information qu'impose une société numérique ou encore « le sentiment d'appartenance » qui permet de mettre en lumière comment se construit le lien social en sont d'autres illustrations. Sans que l'objectif indirect d'éducation à la citoyenneté devienne nécessairement une obsession des enseignants au point de les éloigner de thématiques moins explicitement morales et civiques mais tout aussi formatrices, il peut être utile dans le contexte actuel d'aider nos enseignants à identifier et exploiter en ce sens les éléments propres à leur spécialité qui le permettent. En effet, ils ont parfois intériorisé l'image d'une discipline techniciste, utilitaire, et perdu de vue leur contribution à la formation générale et humaine des élèves. Une page Eduscol a été réalisée dans cette perspective qui réunit les exemples de séquences dont le contenu permet de former les élèves aux valeurs de la République, à la réflexion sur les systèmes politiques, quelle que soit la langue utilisée. Le recensement des ressources européennes a également été mené et se trouve en annexe de cette contribution (Annexe 3).

Enfin, l'enseignement de langues vivantes repose sur une multiplicité de supports authentiques qui permettent d'inscrire le contenu présenté dans un contexte particulier. De tous ordres, textuels, iconographiques, audiovisuels, sonores, ces documents qui sont la base du cours de langue vivante sont par ailleurs systématiquement croisés. À l'instar de ce qui est proposé aux épreuves du baccalauréat, l'étude de chaque thématique se fait en confrontant des documents de natures, de genres, d'époques différents qui portent sur un fait culturel un regard contradictoire. Là encore, la confrontation permet de mettre à distance les faits de société ou les faits historiques, de distinguer les points de vue de ceux qui s'expriment, de faire la part entre ce qui est document d'information et récit littéraire, de décrypter l'implicite culturel, la connotation. En effet, les démarches elles-mêmes de l'enseignement de langues participent aussi de la formation de l'élève comme futur citoyen.

2.2. À travers ses démarches

Si l'on considère que la mise en application des valeurs de la République se traduit dans les objectifs du nouveau programme d'éducation morale et civique, on peut les résumer au façonnement de l'esprit critique, à la reconnaissance du pluralisme et à la construction de la cohésion sociale. La mise en place de ces compétences transversales doit être portée par l'ensemble des disciplines au nombre desquelles les langues vivantes. Avant même d'entrer dans le détail des démarches au service de ces trois objectifs, il convient de s'arrêter un instant sur la forme que prend le cours de langues vivantes depuis l'introduction de la pédagogie actionnelle en 2005 qui consiste à mettre la langue en situation et instaure une circulation de la parole dans la classe très éloignée du cours magistral et du rapport frontal entre l'enseignant et l'élève. Par ailleurs, l'objectif premier qui est d'instaurer la communication dans un nouveau système linguistique, en codifiant les règles de la prise de parole, de l'écoute de l'autre et de l'interaction contribue par essence à mettre en pratique les règles de la vie en société, le respect de soi et de l'autre, les espaces et les limites de la liberté. Les règles de la classe initient ainsi aux règles de la société.

Par ailleurs, aux injonctions de l'éducation à la citoyenneté formulées selon les trois objectifs cités correspondent des démarches spécifiques ou non au cours de langues vivantes. Nous les avons ordonnées dans le tableau suivant afin de montrer comment les pratiques de classe répondent déjà sans que cela soit toujours bien identifié à ces objectifs repris littéralement dans les titres des colonnes en gras.

Apprendre à lire et à décrypter un message, à aiguiser son esprit critique et à se forger une opinion	Reconnaître le pluralisme des opinions, des convictions et des modes de vie	Construire du lien social
Éduquer au décryptage du sens de l'image (fixe ou mobile). Apprendre à se documenter, vérifier les informations, confronter des documents	Former à la prise de parole argumentée (prise de parole en continu) et à l'expression de la contradiction (débats citoyens). Construire la situation d'apprentissage sur l'échange, la réciprocité dans des activités d'expression comme de compréhension	Consolider la formation plurilingue et interculturelle de l'élève pour lui apprendre à percevoir ce qui rassemble, à distinguer l'universel à partir du particulier porté par chaque langue et culture
Éduquer à la perception de l'implicite, de l'humour, du double sens, de la distinction réalité/fiction dans les documents étudiés.	Lutter contre les stéréotypes associés aux cultures étudiées en montrant les variations culturelles au sein d'une même aire linguistique	Encourager les projets collectifs, les démarches partenariales, les échanges : voyages scolaires, réception de correspondants, organisation d'exposition, de manifestations, <i>etwinning</i> , etc.
Éduquer à l'appréhension distanciée de	Exposer à la diversité des cultures à travers celle des langues (enseignées ou d'origine) et lutter	Développer une culture européenne et une ouverture à l'international sans méfiance et

l'information (tous medias confondus).	contre les déterminismes scolaires et sociaux.	sans préjugés
Distinguer faits, croyances et opinions.	Construire une culture totalement nouvelle pour l'élève, indépendante de toute base préalable acquise dans son milieu familial ou dans son environnement direct.	
Percevoir le point de vue.		

Dans l'ensemble des situations et des démarches pédagogiques énumérées dans le tableau, certaines sont communes à de nombreuses disciplines, d'autres sont plus directement liées à la spécificité des langues vivantes, celles qui touchent à la citoyenneté européenne et à l'ouverture à l'international, aux échanges dont la langue est la porte d'entrée, celles qui se fondent sur l'appréhension de documents authentiques étrangers qui permettent d'apporter aux élèves un point de vue nouveau sur une réalité qui peut être la leur. Les attentats de janvier ont ainsi pu donner lieu dans les classes à une étude de leur impact à l'étranger à travers articles et dessins. Apporter aux élèves sur des événements douloureux un regard légèrement décalé leur permet d'exprimer leurs émotions avec la distance provoquée par le changement de langue. Or, il n'est pas innocent qu'encore une fois, nous revenions – et finissons – sur l'importance du truchement de la langue car si chaque discipline doit participer à la transmission des valeurs de la République, aucune ne doit s'exempter de ce qui reste son objectif premier, la transmission de sa discipline. En effet, c'est bien au cœur de celle-ci que l'enseignant peut mettre en application ces principes et c'est parce qu'il est expert de celle-ci qu'il se sentira légitime pour le faire. Mettre en application les principes de la république dans la classe, autrement dit ne pas faire de discrimination entre les élèves, reconnaître la spécificité de chacun, faire respecter la neutralité, associer forts et faibles dans des tâches collectives, respecter l'équité dans l'évaluation, sont autant d'exemples pour l'élève de ce que sont réellement et dans la pratique les valeurs de la République. C'est ainsi seulement que les élèves, en les expérimentant, pourront se les approprier. De la même manière, c'est parce que l'enseignant s'appuiera sur son savoir disciplinaire et didactique, sur son expérience pédagogique qu'il se sentira légitime dans la transmission de ces valeurs. C'est ainsi qu'en langues vivantes, dont on a rappelé combien l'enseignement pouvait être l'objet de préjugés tenaces, les enseignants ne peuvent que s'appuyer sur un ancrage culturel fort, une contextualisation systématique qui supposent un haut niveau de maîtrise disciplinaire. En effet, en abordant avec leurs élèves des thématiques qu'ils maîtrisent bien, en leur donnant les clés de compréhension d'une civilisation qu'ils connaissent précisément, en expliquant la langue par des éléments d'évolution clairs et incontestables, ils éviteront tout risque de procès d'intention. Or, c'est une inquiétude qu'on voit aujourd'hui poindre chez nombre d'entre eux et qui pour certains, paralysent leur pratique pédagogique. Revendiquer pour les enseignants aussi les principes fondamentaux de la République que sont la liberté de conscience et d'expression dans un contexte professionnel de neutralité irréprochable, réaffirmer le soutien de l'Institution et la confiance dans leur esprit de responsabilité et dans leur loyauté à la République n'est sans doute pas inutile.

Pour le groupe langues vivantes, Caroline Pascal.

ANNEXES

Annexe 1

Rapport du Comité de salut public sur les idiomes, 8 pluviôse an II (27 janvier 1794), Bertrand Barère de Vieuzac, (1755-1841), membre du Comité de salut public

Citoyens, les tyrans coalisés ont dit : l'ignorance fut toujours notre auxiliaire le plus puissant ; maintenons l'ignorance ; elle fait les fanatiques, elle multiplie les contre-révolutionnaires ; faisons rétrograder les Français vers la barbarie : servons-nous des peuples mal instruits ou de ceux qui parlent un idiome différent de celui de l'instruction publique.

Le comité a entendu ce complot de l'ignorance et du despotisme.

Je viens appeler aujourd'hui votre attention sur la plus belle langue de l'Europe, celle qui, la première, a consacré franchement les droits de l'homme et du citoyen, celle qui est chargée de transmettre au monde les plus sublimes pensées de la liberté et les plus grandes spéculations de la politique.

Longtemps elle fut esclave, elle flatta les rois, corrompit les cours et asservit les peuples ; longtemps elle fut déshonorée dans les écoles, et mensongère dans les livres de l'éducation publique ; astucieuse dans les tribunaux, fanatique dans les temples, barbare dans les diplômes, amollie par les poètes, corruptrice sur les théâtres, elle semblait attendre ou plutôt désirer une plus belle destinée.

Épurée enfin, et adoucie par quelques auteurs dramatiques, ennoblie et brillante dans les discours de quelques orateurs, elle venait de reprendre de l'énergie, de la raison et de la liberté sous la plume de quelques philosophes que la persécution avait honorés avant la révolution de 1789.

Mais elle paraissait encore n'appartenir qu'à certaines classes de la société; elle avait pris la teinte des distinctions nobiliaires ; et le courtisan, non content d'être distingué par ses vices et ses dépravations, cherchait encore à se distinguer dans le même pays par un autre langage. On eût dit qu'il y avait plusieurs nations dans une seule.

Cela devait exister dans un gouvernement monarchique, où l'on faisait ses preuves pour entrer dans une maison d'éducation, dans un pays où il fallait un certain ramage pour être de ce qu'on appelait la bonne compagnie, et où il fallait siffler la langue d'une manière particulière pour être un homme comme il faut.

Ces puérides distinctions ont disparu avec les grimaces des courtisans ridicules et les hochets d'une cour perverse. L'orgueil même de l'accent plus ou moins pur ou sonore n'existe plus, depuis que des citoyens rassemblés de toutes les parties de la République ont exprimé dans les assemblées nationales leurs vœux pour la liberté et leurs pensées pour la législation commune. Auparavant, c'étaient des esclaves brillants de diverses nuances ; ils se disputaient la primauté de mode et de langage. Les hommes libres se ressemblent tous ; et l'accent vigoureux de la liberté et de l'égalité est le même, soit qu'il sorte de la bouche d'un habitant des Alpes ou des Vosges, des Pyrénées ou du

Cantal, du Mont-Blanc ou du Mont-Terrible, soit qu'il devienne l'expression des hommes dans des contrées centrales, dans des contrées maritimes ou sur les frontières.

Quatre points du territoire de la République méritent seuls de fixer l'attention du législateur révolutionnaire sous le rapport des idiomes qui paraissent les plus contraires à la propagation de l'esprit public et présentent des obstacles à la connaissance des lois de la République et à leur exécution.

Parmi les idiomes anciens, welches, gascons, celtiques, wisigoths, phocéens ou orientaux, qui forment quelques nuances dans les communications des divers citoyens et des pays formant le territoire de la République, nous avons observé (et les rapports des représentants se réunissent sur ce point avec ceux des divers agents envoyés dans les départements) que l'idiome appelé bas-breton, l'idiome basque, les langues allemande et italienne ont perpétué le règne du fanatisme et de la superstition, assuré la domination des prêtres, des nobles et des praticiens, empêché la révolution de pénétrer dans neuf départements importants, et peuvent favoriser les ennemis de la France.

Je commence par le bas-breton. Il est parlé exclusivement dans la presque totalité des départements du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord, d'Île-et-Vilaine, et dans une grande partie de la Loire-Inférieure. Là l'ignorance perpétue le joug imposé par les prêtres et les nobles ; là les citoyens naissent et meurent dans l'erreur : ils ignorent s'il existe encore des lois nouvelles.

Les habitants des campagnes n'entendent que le bas-breton ; c'est avec cet instrument barbare de leurs pensées superstitieuses que les prêtres et les intrigants les tiennent sous leur empire, dirigent leurs consciences et empêchent les citoyens de connaître les lois et d'aimer la République. Vos travaux leur sont inconnus, vos efforts pour leur affranchissement sont ignorés. L'éducation publique ne peut s'y établir, la régénération nationale y est impossible. C'est un fédéralisme indestructible que celui qui est fondé sur le défaut de communication des pensées ; et si les divers départements, seulement dans les campagnes, parlaient divers idiomes, de tels fédéralistes ne pourraient être corrigés qu'avec des instituteurs et des maîtres d'école dans plusieurs années seulement.

Les conséquences de cet idiome, trop longtemps perpétué et trop généralement parlé dans les cinq départements de l'Ouest, sont si sensibles que les paysans (au rapport de gens qui y ont été envoyés) confondent le mot loi et celui de religion, à un tel point que, lorsque les fonctionnaires publics leur parlent des lois de la République et des décrets de la Convention, ils s'écrient dans leur langage vulgaire : Est-ce qu'on veut nous faire sans cesse changer de religion ?

Quel machiavélisme dans les prêtres d'avoir fait confondre la loi et la religion dans la pensée de ces bons habitants des campagnes ! Jugez, par ce trait particulier, s'il est instant de s'occuper de cet objet. Vous avez ôté à ces fanatiques égarés les saints par le calendrier de la République ; ôtez-leur l'empire des prêtres par l'enseignement de la langue française.

Dans les départements du Haut et du Bas-Rhin, qui a donc appelé, de concert avec les traîtres, le Prussien et l'Autrichien sur nos frontières envahies ? L'habitant des campagnes qui parle la même langue que nos ennemis, et qui se croit ainsi bien plus leur frère et leur concitoyen que le frère et le concitoyen des Français qui lui parlent une autre langue et ont d'autres habitudes.

Le pouvoir de l'identité du langage a été si grand qu'à la retraite des Allemands plus de vingt mille hommes des campagnes du Bas-Rhin sont émigrés. L'empire du langage et l'intelligence qui régnait entre nos ennemis d'Allemagne et nos concitoyens du département du Bas-Rhin est si incontestable qu'ils n'ont pas été arrêtés dans leur émigration par tout ce que les hommes ont de plus cher, le sol

qui les a vus naître, les dieux pénates et les terres qu'ils avaient fertilisées. La différence des conditions, l'orgueil, ont produit la première émigration qui a donné à la France des milliards ; la différence du langage, le défaut d'éducation, l'ignorance ont produit la seconde émigration qui laisse presque tout un département sans cultivateurs. C'est ainsi que la contre-révolution s'est établie sur quelques frontières en se réfugiant dans les idiomes celtiques ou barbares que nous aurions dû faire disparaître.

Vers une autre extrémité de la République est un peuple neuf, quoique antique, un peuple pasteur et navigateur, qui ne fut jamais ni esclave ni maître, que César ne put vaincre au milieu de sa course triomphante dans les Gaules, que l'Espagne ne put atteindre au milieu de ses révolutions, et que le despotisme de nos despotes ne put soumettre au joug des intendants : je veux parler du peuple basque. Il occupe l'extrémité des Pyrénées-Occidentales qui se jette dans l'Océan. Une langue sonore et imagée est regardée comme le sceau de leur origine et l'héritage transmis par leurs ancêtres. Mais ils ont des prêtres, et les prêtres se servent de leur idiome pour les fanatiser ; mais ils ignorent la langue française et la langue des lois de la République. Il faut donc qu'ils l'apprennent, car, malgré la différence du langage et malgré leurs prêtres, ils sont dévoués à la République qu'ils ont déjà défendue avec valeur le long de la Bidassoa et sur nos escadres.

Un autre département mérite d'attirer vos regards : c'est le département de Corse. Amis ardents de la liberté, quand un perfide Paoli et des administrateurs fédéralistes ligués avec des prêtres ne les égarent pas, les Corses sont des citoyens français ; mais, depuis quatre ans de révolution, ils ignorent nos lois, ils ne connaissent pas les événements et les crises de notre liberté.

Trop voisins de l'Italie, que pouvaient-ils en recevoir ? Des prêtres, des indulgences, des adresses séditeuses, des mouvements fanatiques. Pascal Paoli, anglais par reconnaissance, dissimulé par habitude, faible par son âge, Italien par principe, sacerdotal par besoin, se sert puissamment de la langue italienne pour pervertir l'esprit public, pour égarer le peuple, pour grossir son parti ; il se sert surtout de l'ignorance des habitants de Corse, qui ne soupçonnent pas même l'existence des lois françaises, parce qu'elles sont dans une langue qu'ils n'entendent pas.

Il est vrai qu'on traduit depuis quelques mois notre législation en italien ; mais ne vaut-il pas mieux y établir des instituteurs de notre langue que des traducteurs d'une langue étrangère ?

Citoyens, c'est ainsi que naquit la Vendée ; son berceau fut l'ignorance des lois ; son accroissement fut dans les moyens employés pour empêcher la révolution d'y pénétrer, et alors les dieux de l'ignorance, les prêtres réfractaires, les nobles conspirateurs, les praticiens avides et les administrateurs faibles ou complices ouvrirent une plaie hideuse dans le sein de la France : écrivons donc l'ignorance, établissons des instituteurs de langue française dans les campagnes !

Depuis trois ans les assemblées nationales parlent et discutent sur l'éducation publique ; depuis longtemps le besoin des écoles primaires se fait sentir ; ce sont des subsistances morales de première nécessité que les campagnes vous demandent ; mais peut-être sommes-nous encore trop académiques et trop loin du peuple pour lui donner les institutions les plus adaptées à ses plus pressants besoins.

Les lois de l'éducation préparent à être artisan, artiste, savant, littérateur, législateur et fonctionnaire public ; mais les premières lois de l'éducation doivent préparer à être citoyens ; or, pour être citoyen, il faut obéir aux lois, et, pour leur obéir, il faut les connaître. Vous devez donc au peuple l'éducation première qui le met à portée d'entendre la voix du législateur. Quelle contradiction présentent à tous les esprits les départements du Haut et du Bas-Rhin, ceux du Morbihan, du Finistère, d'Île-et-Vilaine,

de la Loire-Inférieure, des Côtes-du-Nord, des Basses-Pyrénées et de la Corse ? Le législateur parle une langue que ceux qui doivent exécuter et obéir n'entendent pas. Les anciens ne connurent jamais des contrastes aussi frappants et aussi dangereux.

Il faut populariser la langue, il faut détruire cette aristocratie de langage qui semble établir une nation polie au milieu d'une nation barbare.

Nous avons révolutionné le gouvernement, les lois, les usages, les mœurs, les costumes, le commerce et la pensée même ; révolutionnons donc aussi la langue, qui est leur instrument journalier.

Vous avez décrété l'envoi des lois à toutes les communes de la République ; mais ce bienfait est perdu pour celles des départements que j'ai déjà indiqués. Les lumières portées à grands frais aux extrémités de la France s'éteignent en y arrivant, puisque les lois n'y sont pas entendues.

Le fédéralisme et la superstition parlent bas-breton ; l'émigration et la haine de la République parlent allemand ; la contre-révolution parle l'italien, et le fanatisme parle le basque. Cassons ces instruments de dommage et d'erreur.

Le comité a pensé qu'il devait vous proposer, comme mesure urgente et révolutionnaire, de donner à chaque commune de campagne des départements désignés un instituteur de langue française, chargé d'enseigner aux jeunes personnes des deux sexes, et de lire, chaque décade, à tous les autres citoyens de la commune, les lois, les décrets et les instructions envoyés de la Convention. Ce sera à ces instituteurs de traduire vocalement ces lois pour une intelligence plus facile dans les premiers temps. Rome instruisait la jeunesse en lui apprenant à lire dans la loi des douze tables. La France apprendra à une partie des citoyens la langue française dans le livre de la Déclaration des Droits.

Ce n'est pas qu'il n'existe d'autres idiomes plus ou moins grossiers dans d'autres départements ; mais ils ne sont pas exclusifs, mais ils n'ont pas empêché de connaître la langue nationale. Si elle n'est pas également bien parlée partout, elle est du moins facilement entendue. Les clubs, les sociétés patriotiques, sont des écoles primaires pour la langue et pour la liberté ; elles suffiront pour la faire connaître dans les départements où il reste encore trop de vestiges de ces patois, de ces jargons maintenus par l'habitude et propagés par une éducation négligée ou nulle. Le législateur doit voir d'en haut, et ne doit ainsi apercevoir que les nuances très prononcées, que les différences énormes ; il ne doit des instituteurs de langue qu'au pays, qui, habitué exclusivement à un idiome, est pour ainsi dire isolé et séparé de la grande famille.

Ces instituteurs n'appartiendront à aucune fonction de culte quelconque ; point de sacerdoce dans l'enseignement public ; de bons patriotes, des hommes éclairés, voilà les premières qualités nécessaires pour se mêler d'éducation.

Les Sociétés populaires indiqueront des candidats : c'est de leur sein, c'est des villes que doivent sortir ces instituteurs ; c'est par les représentants du peuple, envoyés pour établir le gouvernement révolutionnaire, qu'ils seront choisis.

Leur traitement sera payé par le trésor public. La République doit l'instruction élémentaire à tous les citoyens ; leur traitement n'éveillera pas la cupidité ; il doit satisfaire aux besoins d'un homme dans les campagnes ; il sera de 100 frs par mois. L'assiduité prouvée par des autorités constituées sera la caution de la République dans le paiement qu'elle fera à ces instituteurs, qui vont remplir une mission plus importante qu'elle ne paraît d'abord. Ils vont créer des hommes à la liberté, attacher des citoyens à la patrie, et préparer l'exécution des lois en les faisant connaître.

Cette proposition du comité aura peut-être une apparence frivole aux yeux des hommes ordinaires, mais je parle à des législateurs populaires, chargés de présider à la plus belle des révolutions que la politique et l'esprit humain aient encore éprouvés.

Si je parlais à un despote, il me blâmerait ; dans la monarchie même chaque maison, chaque commune, chaque province, était en quelque sorte un empire séparé de mœurs, d'usages, de lois, de coutumes et de langage. Le despote avait besoin d'isoler les peuples, de séparer les pays, de diviser les intérêts, d'empêcher les communications, d'arrêter la simultanéité des pensées et l'identité des mouvements. Le despotisme maintenait la variété des idiomes : une monarchie doit ressembler à la tour de Babel ; il n'y a qu'une langue universelle pour le tyran : celle de la force pour avoir l'obéissance, et celle des impôts pour avoir de l'argent.

Dans la démocratie, au contraire, la surveillance du gouvernement est confiée à chaque citoyen ; pour le surveiller il faut le connaître, il faut surtout en connaître la langue.

Les lois d'une République supposent une attention singulière de tous les citoyens les uns sur les autres, et une surveillance constante sur l'observation des lois et sur la conduite des fonctionnaires publics. Peut-on se la promettre dans la confusion des langues, dans la négligence de la première éducation du peuple, dans l'ignorance des citoyens ?

D'ailleurs, combien de dépenses n'avons-nous pas faites pour la traduction des lois des deux premières assemblées nationales dans les divers idiomes parlés en France ! Comme si c'était à nous à maintenir ces jargons barbares et ces idiomes grossiers qui ne peuvent plus servir que les fanatiques et les contre-révolutionnaires !

Laisser les citoyens dans l'ignorance de la langue nationale, c'est trahir la patrie ; c'est laisser le torrent des lumières empoisonné ou obstrué dans son cours ; c'est méconnaître les bienfaits de l'imprimerie, car chaque imprimeur est un instituteur public de langue et de législation.

Laisserez-vous sans fruit sur quelque partie du territoire, cette belle invention qui multiplie les pensées et propage les lumières, qui reproduit les lois et les décrets, et les étend dans huit jours sur toute la surface de la République ; une invention qui rend la Convention nationale présente à toutes les communes, et qui seule peut assurer les lumières, l'éducation, l'esprit public et le gouvernement démocratique d'une grande nation ?

Citoyens, la langue d'un peuple libre doit être une et la même pour tous.

Dès que les hommes pensent, dès qu'ils peuvent coaliser leurs pensées, l'empire des prêtres, des despotes et des intrigants touche à sa ruine.

Donnons donc aux citoyens l'instrument de la pensée publique, l'agent le plus sûr de la révolution, le même langage.

Eh quoi ! tandis que les peuples étrangers apprennent sur tout le globe la langue française ; tandis que nos papiers publics circulent dans toutes les régions ; tandis que le Journal Universel et le Journal des Hommes Libres sont lus chez toutes les nations d'un pôle à l'autre, on dirait qu'il existe en France six cent mille Français qui ignorent absolument la langue de leur nation et qui ne connaissent ni les lois, ni la révolution qui se font au milieu d'eux !

Ayons l'orgueil que doit donner la prééminence de la langue française depuis qu'elle est républicaine, et remplissons un devoir.

Laissons la langue italienne consacrée aux délices de l'harmonie et aux expressions d'une poésie molle et corruptrice.

Laissons la langue allemande, peu faite pour des peuples libres jusqu'à ce que le gouvernement féodal et militaire, dont elle est le plus digne organe, soit anéanti.

Laissons la langue espagnole pour son inquisition et ses universités jusqu'à ce qu'elle exprime l'expulsion des Bourbons qui ont détrôné les peuples de toutes les Espagnes.

Quant à la langue anglaise, qui fut grande et libre le jour qu'elle s'enrichit de ces mots, la majesté du peuple, elle n'est plus que l'idiome d'un gouvernement tyrannique et exécrationnel, de la banque et des lettres-de-change.

Nos ennemis avaient fait de la langue française la langue des cours ; ils l'avaient avilie. C'est à nous d'en faire la langue des peuples, et elle sera honorée.

Il n'appartient qu'à une langue qui a prêté ses accents à la liberté et à l'égalité ; à une langue qui a une tribune législative et deux mille tribunes populaires, qui a de grandes enceintes pour agiter de vastes assemblées, et des théâtres pour célébrer le patriotisme ; il n'appartient qu'à la langue française qui depuis quatre ans se fait lire par tous les peuples, qui décrit à toute l'Europe la valeur de quatorze armées, qui sert d'instrument à la gloire de la reprise de Toulon, de Landau, du Fort Vauban et à l'anéantissement des armées royales ; il n'appartient qu'à elle de devenir la langue universelle.

Mais cette ambition est celle du génie de la liberté ; il la remplira. Pour nous, nous devons à nos concitoyens, nous devons à l'affermissement de la République de faire parler sur tout son territoire la langue dans laquelle est écrite la Déclaration des droits de l'Homme.

Voici le projet :

La Convention nationale, après avoir entendu le rapport de son comité de salut public, décrète :

Art. I. Il sera établi dans dix jours, à compter du jour de la publication du présent décret, un instituteur de langue française dans chaque commune de campagne des départements du Morbihan, du Finistère, des Côtes-du-Nord et dans la partie de la Loire-Inférieure dont les habitants parlent l'idiome appelé bas-breton.

Art. II. Il sera procédé à la même nomination d'un instituteur de la langue française dans chaque commune des campagnes des départements du Haut et Bas-Rhin, dans le département de la Corse, dans la partie du département de la Moselle, du département du Nord, du Mont-Terrible, des Alpes maritimes, et de la partie des Basses-Pyrénées dont les habitants parlent un idiome étranger.

Art. III. Il ne pourra être choisi un instituteur parmi les ministres d'un culte quelconque, ni parmi ceux qui auront appartenu à des castes ci-devant privilégiées ; ils seront nommés par les représentants du peuple, sur l'indication faite par les sociétés populaires.

Art. IV. Les instituteurs seront tenus d'enseigner tous les jours la langue française et la Déclaration des Droits de l'Homme à tous les jeunes citoyens des deux sexes que les pères, mères et tuteurs seront tenus d'envoyer dans les écoles publiques ; les jours de décade ils donneront lecture au peuple et traduiront vocalement les lois de la république en préférant celles relatives à l'agriculture et aux droits des citoyens.

Art. V. Les instituteurs recevront du trésor public un traitement de 1 500 livres par an, payables à la fin de chaque mois, à la caisse du district, sur le certificat de résidence donné par les municipalités, d'assiduité et de zèle à leurs fonctions donné par l'agent national près chaque commune. Les sociétés populaires sont invitées à propager l'établissement des clubs pour la traduction vocale des décrets et des lois de la république, et à multiplier les moyens de faire connaître la langue française dans les campagnes les plus reculées.

Le Comité de salut public est chargé de prendre à ce sujet toutes les mesures qu'il croira nécessaires.
(Projet décrété)

Annexe 2

Tableau 1 : Altérité et diversité dans les programmes de langues vivantes –Exemples

<p>ALTERITE</p>	<p>Préambule du Palier 1 du collège (BO H-S n°6 du 6 août 2005) : « Apprendre une langue étrangère, c’est aller à la rencontre de modes d’appréhension du monde et de l’autre qui peuvent tout d’abord paraître déroutants »</p> <p>« L’objectif est autant que possible de donner accès à la réalité authentique d’un adolescent du même âge du ou des pays où la langue étudiée est en usage, afin d’offrir aux élèves la possibilité d’apprendre à connaître et à comprendre l’autre. »</p> <p>Préambule au programme de seconde générale et technologique (BO spécial n°4-29 avril 2010) : « La langue est imprégnée de culture et les savoirs linguistiques ne s’acquièrent pas hors contexte. Ils prennent leur sens dans un va-et-vient entre nécessité de communiquer et désir de comprendre l’autre dans toutes ses dimensions personnelles, sociales et culturelles. »</p>
<p>DIVERSITE</p>	<p>Préambule du Palier 1 du collège (BO H-S n°6 du 6 août 2005) : « Il s’agit de sensibiliser les élèves à des spécificités culturelles, c’est-à-dire de les amener à prendre conscience des similitudes et des différences entre leur pays et les pays dont ils apprennent la langue. On encourage une démarche de réflexion, on commence à structurer et à mettre modestement en réseau quelques éléments pertinents, de façon à aider les élèves à se décentrer et à s’approprier quelques clés d’interprétation. »</p>

Tableau 2 : Meilleure maîtrise du français, mieux se connaître, mieux vivre ensemble – Exemples

<p>PARTICIPER À UNE MEILLEURE MAÎTRISE DU FRANÇAIS</p>	<p>Préambule du Palier 1 du collège (BO H-S n°6 du 6 août 2005) : « De plus, la réflexion sur les langues étrangères induit un retour sur le français et une prise de possession plus consciente des outils langagiers. »</p>
<p>MIEUX SE CONNAÎTRE</p>	<p>Préambule du Palier 2 du collège (BO H-S n°7 du 26 avril 2007) : « Au Palier 1, le thème « modernité et tradition » visait à sensibiliser les élèves à la question de l’identité culturelle par-delà les stéréotypes, afin de leur faire prendre conscience de leur propre patrimoine tout en s’ouvrant à celui d’un ou de plusieurs autres pays dont ils apprennent la langue. »</p>

	<p>« Les spécificités de l'autre culture seront, bien sûr, observées sur le territoire du ou des pays cible(s), mais il sera également intéressant pour des adolescents de découvrir les traces tangibles laissées par la culture de l'autre dans leur environnement, en France, dans leur propre ville ou près du lieu où ils habitent. »</p> <p>Préambule au programme de seconde générale et technologique (BO spécial n°4-29 avril 2010) : « La réflexion sur la société ou les sociétés dont on étudie la langue constitue un objectif puissamment mobilisateur et éducatif. »</p> <p>« La connaissance et l'analyse des sociétés dans leur diversité et leur complexité, leurs systèmes de normes et de valeurs, favorisent la prise de distance, et permettent en retour de renouveler le regard et d'approfondir la réflexion sur sa propre culture. »</p> <p>Préambule au programme de la voie professionnelle (BO spécial n°2 du 19 février 2009) : « Dépassant la connaissance de tel ou tel fait de civilisation, les savoirs sont mis en perspective et donnent accès à la compréhension des cultures étrangères. Les savoir-être permettent l'ouverture à d'autres cultures, c'est-à-dire l'établissement de relations de comparaison, de rapprochement et de contraste. »</p>
<p>MIEUX VIVRE ENSEMBLE</p>	<p>Préambule du Palier 1 du collège (BO H-S n°6 du 6 août 2005) : « L'apprentissage des langues vivantes joue un rôle crucial dans l'enrichissement intellectuel et humain de l'élève en l'ouvrant à la diversité des langues mais aussi à la complémentarité des points de vue pour l'amener à la construction de valeurs universellement reconnues. »</p> <p>« La réalité de l'aire culturelle concernée, tout autant que sa dimension imaginaire à travers littérature, arts, traditions et légendes, sont des domaines permettant d'ouvrir l'enfant et l'adolescent à des différences fécondes indispensables à la formation de citoyens responsables. »</p> <p>« Les éléments proposés doivent leur permettre de percevoir les spécificités culturelles tout en dépassant la vision figée et schématique véhiculée par les stéréotypes et les clichés. Ils doivent également prendre en compte le caractère dynamique et varié de la réalité culturelle. »</p> <p>« L'étude de la société au quotidien, où les hommes et les femmes échangent, travaillent, créent, se distraient..., permet à l'élève de prendre conscience que les différences sont le signe d'une altérité mais aussi qu'elles ne peuvent masquer une similitude quant aux aspirations, aux inquiétudes, aux rêves de</p>

	<p>tout être humain. »</p> <p>« Il s'agit de dépasser les préjugés, de surmonter les difficultés liées à la rencontre et de faire face aux malentendus. »</p> <p>Préambule au programme du cycle terminal (BO spécial n°9 du 30 septembre 2010) : « Le caractère universel du mythe permet de mettre en évidence la façon particulière dont chaque aire culturelle interprète l'expérience humaine et construit des œuvres pour l'exprimer. »</p> <p>« Les échanges de toutes sortes, les « emprunts » de langue à langue, de culture à culture en littérature, dans les arts, les sciences, les techniques, la philosophie, la religion, les institutions politiques et sociales et plus généralement dans les usages quotidiens, ont pris une nouvelle ampleur dans l'unification des espaces et des peuples, des langues et visions du monde. Chaque société est ainsi travaillée par des conflits entre particulier et universel, que recourent souvent des oppositions entre tradition et modernité. »</p> <p>Préambule au programme de littérature étrangère en langue étrangère du cycle terminal (BO spécial n°9 du 30 septembre 2010) : « Les grands mouvements littéraires, parce qu'ils rejoignent les moments esthétiques, philosophiques et politiques, inscrivent la littérature dans le cours général de l'Histoire. Ils permettent de situer les œuvres et les auteurs dans une société vivante, et dans une chronologie porteuse de sens. Dès lors qu'ils traversent les cultures, ils offrent la possibilité de croiser les regards, les œuvres et les langues. »</p> <p>Préambule au programme de la voie professionnelle (BO spécial n°2 du 19 février 2009) : « Indissociables de l'exploration des cultures étrangères, les apprentissages de langues vivantes définis par ce programme sont également ancrés dans la réalité des différents environnements professionnels. Ils préparent ainsi à la mobilité dans un espace européen et international élargi. »</p>
--	---

Tableau 3 : les thématiques des programmes de langues vivantes

Palier 1	Palier 2	Classe de seconde : L'art de vivre ensemble	Cycle terminal
Modernité et Tradition	L'ici et l'ailleurs	Mémoire : héritages et ruptures	Mythes et héros
		Sentiment d'appartenance : Singularités et solidarités	Lieux et formes du pouvoir
		Visions d'avenir : créations et adaptations	Idée de progrès
			Espaces et échanges

Annexe 3

Les ressources en ligne pour la formation aux valeurs de la République

Préambule : cette annexe est constituée d'une présentation des ressources accessibles aux enseignants lors des journées de réunion des corps d'inspection (30 mars - 1^{er} avril 2015) motivée par les observations de classe effectuées les jours qui ont suivi les attentats et qui ont montré que nombre d'enseignants se sentaient assez démunis pour aborder en classe les questions de citoyenneté et de valeurs républicaines au sens large.

1 - En toile de fond :

Rapport d'Eurydice publié en 2012 : L'éducation à la citoyenneté en Europe

http://eacea.ec.europa.eu/education/eurydice/documents/thematic_reports/139FR.pdf

Publiées par le CNESCO :

Deux notes suite aux attentats de janvier 2015 : l'une dès le 13 janvier intitulée « Apprentissage de la citoyenneté dans l'école française », qui situe la France dans l'ensemble des pays européens et souligne la contradiction entre l'engagement fort de la France au niveau institutionnel et le décalage observé dans les pratiques réelles de terrain.

La seconde, datée du 22 janvier, intitulée « École, immigration et mixités sociale et ethnique » qui pose un constat assez alarmant sur le différentiel de performance scolaire entre les élèves issus de l'immigration et ceux du pays.

<http://www.cnesco.fr/apprentissage-de-la-citoyennete-dans-lecole-francaise/>

<http://www.cnesco.fr/ecole-immigration/>

2 - Pages EDUSCOL :

Eduscol a mis en ligne dès le lendemain des attentats de janvier dernier une page dédiée permettant aux enseignants d'aborder plusieurs thématiques par le biais des programmes d'enseignement : liberté d'expression, liberté de la presse, pluralisme des opinions, laïcité, droits de l'homme. Les langues vivantes abordent ces thématiques par les programmes de seconde, du cycle terminal et de LELE. Les déclinaisons des programmes proposées par langue permettent d'éclairer par des problématiques précises la liberté d'expression, la liberté de la presse, le pluralisme des opinions.

<http://eduscol.education.fr/cid85297/liberte-de-conscience-liberte-d-expression-outils-pedagogiques-pour-reflechir-avec-les-eleves.html>

Cinq thématiques sont proposées pour ouvrir le débat : Liberté d'expression, liberté de la presse, pluralisme des opinions, laïcité et droits de l'Homme. Pour chacune des thématiques, les ressources sont proposées dans toutes les disciplines (Lettres, HG, SES, ECJS, philosophie). Un certain nombre de conseils méthodologiques très utiles sont aussi donnés. La contribution des langues vivantes à ces pages est très importante et de nombreux exemples sont fournis, en anglais et en allemand et à

plusieurs niveaux, en lien avec les notions du programme, en LELE notamment, puisées dans les ressources pour l'enseignement des langues en cycle terminal.

3 - Spécifiquement en langues vivantes :

En complément des ressources mises en ligne sur Eduscol, la DGESCO a construit une fiche spécifiquement consacrée aux langues vivantes.

- La Lettre Tic4Edu N° : Comprendre et défendre la liberté d'expression renvoie à de nombreuses ressources en ligne qui incluent les pages Éducation aux media du portail langues

<http://eduscol.education.fr/numerique/ticedu-thematique/TICEdu-thematique-04>

- Allemand : un scénario pédagogique (La réconciliation) de l'académie de Nantes, avec étude d'une caricature : préparation détaillée d'une séquence qui comporte trois documents de nature (caricature, texte, extrait de film) et de difficulté différentes. Ces ressources invitent à poser la question de la fragilité de la paix en Europe. Le discours de Gerhard Schröder du 6 juin 2004 et la caricature de Hanitzsch traitent des relations franco-allemandes de la deuxième guerre mondiale à nos jours.

<http://eduscol.education.fr/bd/urtic/lv/index.php?commande=aper&id=1124>

- Espagnol : la séquence *Estar encarcelado o ser libre* de l'académie de Poitiers aborde les thèmes du pouvoir des médias, du goût du pouvoir et de la résistance au pouvoir (association mondiale Reporters Sans Frontières) ainsi que des luttes pour la liberté de la presse.

<http://eduscol.education.fr/bd/urtic/lv/index.php?commande=aper&id=1208>

4 - Ressources organisations internationales

Conseil de l'Europe

http://www.coe.int/t/dg4/education/edc/Resources/Publications_FR.asp

Ensemble de publications du Conseil destiné aux décideurs, aux formateurs d'enseignants et aux enseignants eux-mêmes. Ces publications mettent toutes l'accent sur le fait que les valeurs relatives à la démocratie et aux droits de l'Homme ne s'apprennent pas seulement dans le cadre d'une enseignement formel mais bien par la pratique, en vivant et en travaillant dans une communauté où ces valeurs sont respectées.

Cet ensemble de ressources est très divers :

- mallette » ECD/EDH (Éducation à la Citoyenneté Démocratique et aux Droits de l'Homme) ;
- Charte du Conseil de l'Europe sur l'éducation à la citoyenneté démocratique et l'éducation aux droits de l'homme adoptée en 2010 qui a valeur de texte de référence ;
- Manuels pour les enseignants « apprendre et vivre la démocratie » ;

- Recueil de bonnes pratiques sur l’EDC dans les pays d’Europe, disponible en anglais, russe et français mais qui propose des ressources dans toutes les langues.

5 - Quelques exemples de bonnes pratiques :

- Free2choose : vidéoclips pour organiser le débat sur les libertés fondamentales ; initiative proposée par la Maison d’Anne Franck, Free2choose est un DVD contenant 10 vidéoclips mettant en scène les limites de la liberté. Ces clips sont courts, vivants et centrés sur des questions intéressantes, pertinentes et d’actualité. Des cas concrets, portant sur des libertés fondamentales précises, comme la liberté d’expression et la liberté de réunion, montrent que, dans une société démocratique, des dilemmes se posent parfois lorsqu’il s’agit de défendre ces droits. Que faire si des néonazis veulent exercer leur droit de manifester ? Que se passe-t-il si des journaux soutiennent le terrorisme ? Le support comprend aussi un manuel destiné à l’enseignant. Depuis 2006, des débats sur les thèmes de Free2choose ont été organisés dans 11 pays de l’Union européenne. 5 000 DVD ont été distribués et environ 60 000 personnes ont pris part à ces débats. Ce programme existe déjà dans les langues suivantes : tchèque, danois, anglais, français, allemand, italien, letton, polonais, espagnol et suédois.
- Vidéo de présentation du programme par la Maison d’Anne Franck

<https://www.youtube.com/watch?v=WhBjLeSfN7g>

